



La 'nationalisation' de la langue luxembourgeoise

Nuria Garcia

► **To cite this version:**

Nuria Garcia. La 'nationalisation' de la langue luxembourgeoise. CESifo Forum, Ifo Institute for Economic Research, 2010, pp.33-36. hal-01023909

HAL Id: hal-01023909

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01023909>

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La « nationalisation » de la langue luxembourgeoise

La langue luxembourgeoise est aujourd'hui mise en avant de façon systématique pour revendiquer et attester d'une spécificité nationale. Or, cette vision qui semble aller de soi n'est pas le fruit d'une évolution naturelle, mais elle résulte de l'interaction entre un contexte sociohistorique spécifique et la mobilisation d'acteurs, menant à l'adoption de la loi sur le régime des langues de 1984¹.

La loi sur le régime des langues de 1984 ne se limite pas à la reconnaissance du luxembourgeois comme troisième langue du Grand-Duché aux côtés du français et de l'allemand, mais elle contribue également à imposer une certaine vision de la langue qui est loin d'aller de soi. Le vote des députés représente, en effet, une étape décisive dans le processus de légitimation de la nouvelle langue nationale. L'analyse combinée des comptes-rendus des débats parlementaires et des publications de l'association Actioun Lëtzebuergesch (AL) révèle l'importance centrale de l'activité de mobilisation de cette organisation dans l'avènement de la loi de 1984. Or, on peut se demander si le résultat principal de l'action des militants linguistiques consiste dans l'imposition et la banalisation d'un cadrage associant la question de la langue au concept d'« identité nationale », influençant durablement les représentations sociales de la langue.

Dans cette perspective, l'institutionnalisation du luxembourgeois peut être analysée comme un processus d'« invention² » conduisant à l'imposition d'un système de représentations sur le mode de l'évidence. À travers une approche s'inscrivant dans la sociologie historique du politique³, cet article propose dès lors de restituer l'intervention de ces individus dans la mise en place du luxembourgeois comme langue nationale.

Núria Garcia est actuellement doctorante en science politique au Centre d'études européennes de sciences po Paris et mène une recherche comparative sur les politiques des langues en France, en Allemagne et au Luxembourg, sous la direction de Sophie Duchesne. Elle bénéficie d'un financement AFR du Fonds national de la recherche.

Logiques sociales de constitution d'un groupe mobilisé autour de la promotion du luxembourgeois

L'AL est créée en 1971 par une poignée d'autodidactes et d'amateurs de la langue pour mobiliser autour de la défense et de la promotion du luxembourgeois⁴. Si l'on observe dès le départ une proximité entre les militants linguistiques et les organisations issues de la Seconde Guerre mondiale⁵, la base de mobilisation initiale se caractérise plus largement par une proximité générationnelle. En effet, on peut considérer que les générations marquées par l'occupation nazie sont particulièrement sensibles à la différenciation du luxembourgeois par rapport à l'allemand, alors que l'appel de l'AL ne trouve qu'un très faible écho auprès des jeunes.

Les entrepreneurs et les militants linguistiques présentent ensuite des caractéristiques socioéconomiques particulières : un recensement interne⁶ publié par l'association en 1980 révèle que le secteur public et les secteurs affiliés sont très fortement représentés, avec une prédominance des instituteurs et des petits et moyens fonctionnaires, bien que la part d'employés privés ne soit pas négligeable. L'analyse d'Eric Hobsbawm, selon laquelle le militantisme linguistique est le fait d'une petite bourgeoisie instruite⁷, s'applique ainsi également au cas luxembourgeois⁸. Si les secteurs constituant le « domaine réservé » de la population de nationalité luxembourgeoise sont fortement surreprésentés, la défense de la langue luxembourgeoise ne se réduit cependant pas pour autant à une volonté de préservation de privilèges de la part

Núria Garcia

Si l'on observe dès le départ une proximité entre les militants linguistiques et les organisations issues de la Seconde Guerre mondiale, la base de mobilisation initiale se caractérise plus largement par une proximité générationnelle.

Dès sa création, l'AL, qui se définit elle-même comme politiquement neutre, est perçue aux yeux du grand public comme représentant des affinités avec une idéologie d'extrême droite et fait l'objet d'accusations de fanatisme et de nationalisme.

des militants de l'AL. On observe par ailleurs une certaine attitude d'antiélitisme dans les positions de l'association : la promotion du luxembourgeois comme langue authentique et populaire ne s'effectue non seulement contre l'allemand de l'ancien occupant, mais également contre le français des « élites cosmopolites ». Ces élites francophiles sont assimilées aux députés qui s'opposaient en 1896 à la proposition de C.M. Spoo d'employer le luxembourgeois dans les séances publiques de la Chambre des députés.

Finalement, les logiques sociales de recrutement de l'organisation indiquent un certain conservatisme, avec notamment une très faible assise ouvrière et une représentation relativement élevée des membres du clergé. Dès sa création, l'AL, qui se définit elle-même comme politiquement neutre, est perçue aux yeux du grand public comme représentant des affinités avec une idéologie d'extrême droite et fait l'objet d'accusations de fanatisme et de nationalisme. L'association relie, en effet, d'emblée l'enjeu de la langue à la thématique de l'intégration des étrangers. Les positions de l'AL ne sont cependant pas l'expression d'une orientation idéologique homogène, mais amalgament, dans des proportions variables au cours du temps, des éléments de traditionalisme conservateur, de souverainisme et de nationalisme. Cette ambivalence du discours résulte en partie de l'existence de divisions internes à l'association : un premier pôle, autour de Charles Malané et Emil Schmit, affiche clairement une volonté de radicalisation, alors qu'un deuxième pôle plus modérateur, autour de Lex Roth et de Henri Rinnen, préconise au contraire une stratégie de *mainstreaming* qui requiert de rester sur le terrain du politiquement correct. Si ce pôle modéré est majoritaire, on décèle cependant dans les discours de l'AL des concessions faites au courant plus radical, avant que ce dernier ne fasse scission en 1984 par la création de la *Federatioun Eist Land, Eis Sprooch* (FELES).

Facteurs contextuels favorisant une mise en relief et une politisation de l'enjeu de la langue

Après une première phase de marginalisation de l'AL dans le débat politique, on observe un certain décollage de l'organisation au tournant des années 1980. Différentes transformations sociohistoriques affectant la société luxembourgeoise contribuent à créer les « conditions objectives propices à l'identification d'enjeux linguistiques et [...] sont en même temps propices à la construction linguistique de problèmes sociaux⁹ ». Pourtant, les changements liés à la mondialisation et à l'intégration européenne ainsi que le climat de « crise d'identité¹⁰ » touchant la société luxembourgeoise à cette période ne conduisent pas mécaniquement à une politisation de la langue luxembourgeoise. Il faut donc dégager les modalités concrètes selon lesquelles ces évolutions sont utilisées comme

structure d'opportunité¹¹ et stratégie discursive¹² par les entrepreneurs linguistiques.

Ce sont d'abord le choc pétrolier des années 1970 et le phénomène des délocalisations¹³ qui mènent à une prise de conscience des interdépendances croissantes entre les différentes économies nationales et contribuent à alimenter la peur d'une perte de l'indépendance économique, avec un secteur de la sidérurgie particulièrement touché par la récession. La politique d'austérité du gouvernement pour faire face à la crise et notamment la suspension de l'indexation automatique des salaires créent un climat de tensions sociales et donnent lieu à d'importantes manifestations. Si les ouvriers de la sidérurgie ne font pas partie de la base de mobilisation de l'AL, l'appel à la solidarité nationale lancé par le gouvernement contribue à représenter la communauté nationale et l'État-nation luxembourgeois comme une sorte de refuge face aux bouleversements touchant les sociétés occidentales.

Plus largement, les restructurations économiques et sociales engendrent un sentiment généralisé d'incertitude et de perte de confiance en l'avenir¹⁴, favorisant ainsi un repli sur les valeurs traditionnelles et la nation, après une période marquée par un grand enthousiasme pour la construction européenne. Dans ce contexte, la perte de souveraineté qu'implique l'intégration européenne est utilisée comme stratégie discursive par les militants linguistiques de l'AL. À l'occasion d'une directive prévoyant que les médecins ressortissants européens peuvent s'établir librement dans les États membres, les conséquences de l'appartenance du Luxembourg à l'UE deviennent directement visibles sur le terrain de la langue : l'AL déplore ainsi que « les médecins étrangers, qui veulent travailler ici dans le pays ne sont pas obligés d'apprendre le luxembourgeois. A cause de contrats signés il y a des années, il n'est pas possible de les forcer¹⁵ ». Ces changements au niveau européen sont cependant susceptibles de fonctionner également comme structure d'opportunité : les militants linguistiques invoquent ainsi des décisions prises par des organisations transnationales pour appuyer la légitimité de leurs revendications et établissent des parallèles entre leur combat et celui des mouvements régionalistes actifs au niveau européen.

Suite à la publication du rapport Calot de 1978¹⁶, on assiste par ailleurs à une politisation de la question démographique et de l'immigration. Le débat prend toute son ampleur avec la parution d'un article de Georges Als comparant la menace démographique planant sur le Luxembourg à la politique d'extermination des nazis¹⁷. En analogie avec la supposée disparition démographique, la langue est ainsi présentée comme menacée d'extinction. La généralisation de discours alarmistes sur l'avenir du peuple luxembourgeois, conjuguée à un contexte économique défavorable, contribue également à l'émergence d'une attitude plus hostile envers la présence d'étrangers. Cette tendance

profite à l'AL dans la mesure où son discours, qui objecte que les étrangers vivant au Luxembourg devraient « par respect » au moins apprendre le luxembourgeois, trouve un écho croissant auprès du grand public et devient plus exprimable.

Finalement, le succès de l'AL dans la politisation de la langue peut être analysé comme l'expression d'une forme de *backlash* touchant la société luxembourgeoise après une période de modernisation sociale dans la deuxième moitié des années 1970¹⁸. Après cinq ans de réformes de société mises en place par le gouvernement DP-LSAP entre 1974 et 1979, dont notamment l'assouplissement de la législation sur le divorce et l'avortement ainsi que l'abolition de la peine de mort, on assiste à un renversement de tendances et au retour d'un certain conservatisme. Si l'année 1989, avec la présence de nombreuses listes d'extrême droite aux élections législatives, marque le point culminant de cette tendance, les faibles scores réalisés par ces mêmes mouvements indiquent que ce *backlash* n'est pas un phénomène généralisé, mais touche uniquement une frange restreinte de la société. L'opposition entre forces modernisatrices et conservatrices est ainsi partiellement recoupée par l'émergence d'un clivage générationnel : parallèlement au foisonnement d'organisations non gouvernementales autour de valeurs postmatérialistes¹⁹, dont les instigateurs sont le plus souvent des étudiants et des lycéens, on assiste à un certain repli des générations antérieures sur des valeurs traditionnelles. La défense de la langue va ainsi de pair avec la quête d'une authenticité dans les coutumes et traditions populaires et la recherche d'une permanence dans la figure de l'État-nation.

Imposition d'un cadrage associant langue et identité nationale

Si la langue est initialement présentée par les entrepreneurs linguistiques comme un élément du patrimoine culturel, on observe à partir de 1980 l'émergence d'un cadrage associant systématiquement la question de la langue au concept d'identité nationale. Les revendications de l'AL se concentrent de plus en plus sur des enjeux symboliques ayant trait à l'incarnation de la souveraineté nationale, comme par exemple des inscriptions en luxembourgeois sur les billets de banque, les timbres et les bâtiments publics.

Parallèlement, la méconnaissance de la langue et de la culture luxembourgeoises par les étrangers vivant et/ou travaillant au Luxembourg devient une source de ressentiment. Ainsi, on assiste à l'émergence d'un discours autour de l'idée que les Luxembourgeois seraient accueillants au point de finir par négliger ou brader leur propre culture au profit de celle des étrangers, alors que la « politesse » et le « respect » exigeraient que celui qui vient de l'extérieur se conforme à la majorité en place à l'intérieur d'un territoire national. De même, dans le

domaine de l'intégration des étrangers, le discours de l'AL se radicalise et prend une tonalité de plus en plus virulente. Progressivement, la langue est envisagée comme instrument de définition d'un territoire et d'une nation, permettant de distinguer entre ceux qui bénéficient de l'ensemble des droits liés à la citoyenneté et ceux qui doivent se conformer aux règles établies par les premiers.

Si l'AL a défendu dès le départ l'idée que l'apprentissage de la langue est un élément indispensable pour l'intégration des immigrés, le débat autour du droit de vote des étrangers aux élections municipales conduit à une exacerbation des tensions internes de l'AL. Ceci préfigure le départ des éléments les plus radicaux et la création de la FELES en 1984 : suite à une tribune virulente contre l'*Ausländerstimmrecht* écrite par Emil Schmit, mais publiée au nom de l'AL dans le *Journal*, des réactions traitant les entrepreneurs linguistiques de racistes, d'ultras, de fanatiques ou de xénophobes paraissent dans différents journaux. Afin de « rassurer ses membres », l'AL adopte lors de son assemblée générale de 1982 une résolution nuanciant fortement ses positions sur le droit de vote des étrangers, tout en réaffirmant que seule l'acquisition de la nationalité permet une participation politique, et que cette nationalité est indissociable de la maîtrise de la langue luxembourgeoise²⁰. C'est uniquement à l'occasion de ce débat qu'apparaît le concept d'identité nationale – absent auparavant du discours de l'association, mais qui sera mobilisée de manière systématique en relation avec la

Samuel Hirsch

Religionsphilosoph,
Emanzipationsverfechter
und radikaler Reformier



Jüdische Identität im 19. Jahrhundert
am Beispiel von Werk und Wirkung
des ersten Oberrabbiners Luxemburgs

17. bis 19. Oktober 2010
Abtei Neumünster, Luxemburg

Eine Konferenz des Projekts PARTIZIP
der Universität Luxemburg
und des Leiden Institute for Religious Studies
Faculty of Humanities,
Leiden University

Nähere Informationen:
<http://partizip.uni.lu/>









Le succès de l'AL dans la politisation de la langue peut être analysé comme l'expression d'une forme de *backlash* touchant la société luxembourgeoise après une période de modernisation sociétale dans la deuxième moitié des années 1970.

langue à partir de 1980, au point que dans certains discours, les termes « langue » et « identité » sont utilisés de façon interchangeable²¹.

L'AL réussit ainsi à se défaire du stigmate d'extrême droite, tout en imposant comme *mainstream* un cadrage associant langue, identité nationale et intégration des étrangers, qui est loin d'aller de soi. Le fait que cette vision se soit banalisée et fasse aujourd'hui l'objet d'un large consensus ne s'explique cependant pas par la seule action de l'AL, mais doit être interprété comme résultant de la reprise de ce cadrage par la quasi-totalité des partis politiques, mis sous pression par le spectre d'un succès électoral potentiel des partis d'extrême droite²². La langue est ainsi mobilisée comme marqueur identitaire consensuel, susceptible de transcender d'autres formes d'identification sociale, comme par exemple le groupe socioprofessionnel ou l'appartenance régionale, qui se recoupent partiellement avec des clivages politiques.

L'utilisation non réflexive de la notion d'identité nationale par différents acteurs politiques²³ et notamment le fait que la question de la réalité ou du contenu de cette catégorie de pensée ne soit pas évoquée montre comment ce concept s'est rapidement généralisé. L'insistance sur le caractère indispensable de l'existence d'une langue maternelle pour le développement d'une « identité nationale saine et équilibrée²⁴ » dans le rapport de la Commission spéciale illustre qu'on assiste bien à une certaine naturalisation de cette notion : de manière implicite, on se réfère à un certain modèle de l'identité nationale, considéré comme possédant un caractère quasi universel. Les débats parlementaires autour de la loi sur le régime des langues de 1984 se concentrent plus largement sur la dimension symbolique de la langue. De même, l'absence de dispositions concrètes permettant une systématisation de l'enseignement et de l'usage du luxembourgeois montre le caractère essentiellement politique de cette loi.

Institutionnalisée comme « langue nationale », la langue luxembourgeoise devient ainsi partie intégrante d'un univers cognitif national, dont les composantes « en tant que facticités historiques et objectives affrontent l'individu en tant que faits indéniables²⁵ ». C'est ce stock de représentations et de connaissances communes qui, étant propre aux seuls Luxembourgeois, servira de référence pour caractériser et circonscrire la « communauté imaginée²⁶ » luxembourgeoise. ♦

¹ Cet article s'appuie sur mon mémoire de Master 2 en science politique intitulé *Le processus d'« invention » de la langue luxembourgeoise : une étude de cas du nationalisme linguistique contemporain, soutenu en septembre 2009 à Sciences Po Paris, sous la direction de Sophie Duchesne.*

² Hobsbawm, Eric, Ranger, Terence dir. *L'invention de la tradition.* Paris : Éditions Amsterdam, 2006. Une grille d'analyse similaire est appliquée au cas du Luxembourg dans le tout récent ouvrage : Péporté, Piti, Kmec, Sonja et al. *Inventing Luxembourg: Representations of the Past, Space and Language from the Nineteenth to the Twenty-First Century.* Leiden : Brill, 2010.

³ Approche dont la spécificité est de remettre en cause « l'opposition entre le régime épistémologique de la sociologie (de nature nomothétique) et celui de l'histoire (de nature idiographique) », cf. Deloye, Yves. *Sociologie historique du politique.* 3^e éd. Paris : La Découverte, 2007. p. 24.

⁴ L'AL s'appuie sur l'association antérieure Eis Sprooch et bénéficie notamment du transfert des fonds restants de cette organisation, qui est dissoute au même moment par ses membres restants.

⁵ Notamment la Commission pour promouvoir la langue luxembourgeoise à l'Église bénéficie de l'appui formel du Conseil national de la résistance, du LPPD et de l'Unio'n.

⁶ Les statistiques internes publiées en 1980 recensent les métiers exercés par 906 des 1 500 membres de l'AL. cf. « D'Actioun Lëtzebuergesch an Zuelen... mat kuerzem Réckbléck ». Eis Sprooch – Nei Folleg, Nr. 11, XVIII. Joer, 1980, p. 36.

⁷ Hobsbawm, Eric. *Nations et nationalisme depuis 1780.* Paris : Gallimard, 2001.

⁸ Les données du recensement interne réalisé par l'AL confirment en effet l'intuition de Fernand Fehlen, qui avait appliqué l'analyse de Hobsbawm au cas luxembourgeois : Fehlen, Fernand. « Babylon im Kleinform ». In *BaleineBis : Une enquête sur le marché linguistique en profonde mutation.* Luxembourg : Recherche, Etude, Documentation, n° 12, février 2009, p. 33.

⁹ Dubois, Vincent. « Comment la langue devient une affaire d'État : La défense de la langue au milieu des années 1960 ». In Lagroye, Jacques dir. *La politisation.* Paris : Belin, 2003. p. 468.

¹⁰ Expression utilisée par Sonja Kmec pour décrire comment dans les années 1980 un sentiment d'insécurité, lié à la mondialisation, à la construction européenne et à l'individualisation favorise la renaissance d'un certain patriotisme. cf. Kmec, Sonja. « Ecriture de l'histoire et construction nationale ». *Hémécht: Zeitung für Luxemburger Geschichte*, 2006, Jg. 58, H. 4, p. 496.

¹¹ Tarrow, Sidney G. *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics.* Cambridge : Cambridge University Press, 1994. p. 18-20.

¹² Laitin, David. « The Cultural Identities of a European State ». *Politics & Society*, September 1997, vol. 25, n° 3, p. 277-302.

¹³ Notamment la fermeture des implantations luxembourgeoises des multinationales Monsanto et General Motors.

¹⁴ Le sentiment de perte de repères est bien explicité dans le discours de l'économiste Adrien Ries, repris dans la publication de l'AL : Ries, Adrien. « Wéi ka Lëtzebuerg mat sänge strukturelle Problemer fäerdeg gin ? » Eis Sprooch – Nei Folleg, Nr. 15, XXI. Joer, 1983.

¹⁵ Rapport vun der Generalversammlung. Eis Sprooch – Nei Folleg, Nr. 15, XXI. Joer, 1983, p. 16.

¹⁶ Calot, Gérard. *La démographie du Luxembourg : Passé, présent et avenir.* Cahiers du Statec, n° 56, 1978.

¹⁷ Als, Georges. « Des menaces contre l'identité nationale ? » forum, septembre 1982, n° 58, p. 3.

¹⁸ Entretien avec Romain Hilgert. Luxembourg, 20.7.2009.

¹⁹ cf. chapitre « The Post-Materialist Phenomenon », dans Inglehart, Ronald. *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics.* Princeton : Princeton University Press, 1977. p. 262-290.

²⁰ Generalversammlung vun der AL. Eis Sprooch – Nei Folleg, Nr. 14, XX. Joer, 1982, p. 46.

²¹ Notamment dans la tribune « Eis Sprooch an eis Identitéit » de Lex Roth. cf. Eis Sprooch – Nei Folleg, Nr. 15, XXI. Joer, 1983, p. 3.

²² Pour une synthèse sur l'extrême droite luxembourgeoise, cf. Blau, Lucien. *Histoire de l'extrême-droite au Grand-Duché de Luxembourg au XX^e siècle.* Luxembourg : Le Phare, 1998. Pour les mécanismes expliquant l'influence des partis d'extrême droite sur les partis établis, cf. Bale, Tim. « Cinderella and her ugly sisters: the mainstream and extreme right in Europe's bipolarizing party systems ». *West European Politics*, July, 2003, vol. 26, n° 3, p. 67-90.

²³ Notamment la « motion concernant l'identité luxembourgeoise » adoptée en 1980 par la Chambre des députés (cf. Compte rendu des séances publiques. 17.6.1980. p. 2213) ainsi que dans une dépêche de Pierre Werner adressée au Conseil d'État (cf. Dépêche du Ministre d'État, Président du gouvernement au Président du Conseil d'État. 18.2.1982).

²⁴ Rapport de la Commission spéciale. 1.7.1983. p. 4.

²⁵ Berger, Peter L., Luckmann, Thomas. *La construction sociale de la réalité.* 2^e éd. Paris : Colin, 1996. p. 81.

²⁶ Anderson, Benedict. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism.* London : Verso, 1983.